

22 juin 2016

Paraît tous les deux mercredis

La Vigie



N°45

2^{ème} année

Sommaire

p. 1 : Médocp. 4 Stratégie terrestre p. 6 Vu de la lorgnette : verrou sahraoui p. 7 : Stratégie 2017 : vue de Moscou

Médoc

C'est le nom abrégé de la Méditerranée occidentale. C'est aussi celui d'un espace d'importance stratégique pour la France, l'un des trois réservoirs potentiels de progrès décisifs pour notre pays, avec la francophonie et la perspective océanique déjà évoquée (cf. [LV 41](#)). Un espace clef à bien définir et considérer aux plans géopolitique, socioculturel et économique. **Ce bassin dont nous sommes riverains concentre les défis et les multiples atouts d'un vrai foyer de la mondialisation.**

De quoi s'agit-il ?

On le répète, la France est à la croisée de trois axes stratégiques : la profondeur atlantique, la plaine européenne et la voie méditerranéenne vers l'Afrique et l'Asie (cf. [LV 17](#)). Le Sud, partie intégrante de

l'histoire et de la culture française - n'en déplaie aux cousins germains qui ne veulent voir en nous que des Francs continentaux - a forgé une importante part de notre récit national ; **cela restera vrai à l'avenir.** La France considère au Sud les voisines latines des péninsules ibérique et italienne et, en face, les trois pays berbères du Maghreb central avec, au-delà, l'Afrique noire. À leur périphérie, Libye, Malte et Portugal ne peuvent être dissociés de ce bloc : ensemble, une masse de 300 millions d'habitants, 2/3 au Nord, 1/3 au Sud. Au milieu, le bassin le plus dense d'une Méditerranée compartimentée, foyer d'une civilisation d'échanges millénaires. Les histoires des riverains de la Médoc ont été imbriquées avec des épisodes forts, des croisades aux invasions arabes, du bref âge

d'or andalou jusqu'aux compétitions et courses mettant aux prises Barcelone, Marseille, Livourne, la Sicile, Tunis, la Régence d'Alger, Alboran, Gibraltar et les Baléares. Sont également intervenus en Médoc des Albanais et des Crétois, des Ottomans, des Britanniques (Nelson y sévit), des Américains, (la première frégate de l'*US Navy* y a croisé), ... Aujourd'hui, chacun des riverains de ce bassin conserve aussi de fortes références extérieures : la catholicité au Nord et l'islamité au Sud ; l'*Hispanidad* américaine et l'Asie pour Espagne et Portugal, la Somalie, l'Égypte et la Libye pour l'Italie, les DOM/COM pour la France ; pour le Maghreb, le monde arabe et les lieux saints via la « route des chevaux », les champs sahélien et sub-saharien via « la route des chameaux ».

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

La Médoc est donc l'un des foyers de la civilisation méditerranéenne.

Mais depuis la fin de la guerre froide, cet espace au passé si dense s'est crispé sur des tensions politiques et des crises sécuritaires. Des questions irritantes, liées aux cicatrices de la décolonisation, subsistent entre Espagne et Maroc (Présides et îlot Persil), entre Espagne et Grande Bretagne (Gibraltar), entre Algérie et Maroc (Sahara occidental). D'autres problèmes sécuritaires, résultant de l'irréductibilité et de l'islamisme, ont fait de nombreuses victimes en Algérie. Les trafics en tous genres qui gangrènent le Sud saharien ont fait du Nord Mali un dangereux carrefour criminel de la drogue. Les crises politiques liées aux révoltes du « Printemps arabe » ont bouleversé les relations entre les pôles qui organisent ces sociétés arabo-musulmanes : le religieux, le politique et le social. Malgré tout une démocratie arabe est en marche irréversible en Tunisie depuis le virage idéologique de Nahda mais la Libye est à l'encan et fracturée en au moins quatre espaces distincts. Face à ces réalités, les tentatives de coopération multilatérale du processus de Barcelone, du dialogue méditerranéen

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

de l'Otan (1994) et de l'Union pour la Méditerranée (2008) se sont enlisées. Et les Euro-méditerranéens sont devenus très méfiants face à la montée d'un terrorisme islamiste récurrent, importé du Machrek, et d'une immigration massive qui fait chaque jour des victimes au large de la Libye. Pour clore ce rapide inventaire stratégique de la Médoc, notons aussi à quel point les Arabo-méditerranéens sont unis par la cause palestinienne mais divisés face aux investissements des pays du Golfe dans leurs affaires intérieures ; de même, les Euro-Méditerranéens, montrés du doigt pour leur laxisme économique (le « Club Méditerranée »), sont incapables d'agir de concert à Bruxelles. Face à cette réalité, les frustrations sont grandes de part et d'autre et les sujets de ressentiment se multiplient dans des coups de froid à répétition comme ceux, récents, qui ont affecté les relations franco-marocaines puis franco-algériennes.

De deux choses l'une, soit chacun des riverains se rempare un peu plus encore pour échapper à un voisinage jugé peu sûr mais à un coût prohibitif, notamment aux plans sécuritaire, éthique et social ; soit les riverains se concertent pour sortir de cette impasse collective, traiter leurs litiges,

articuler leurs politiques, valoriser leurs complémentarités socio-économiques et planifier leur communauté de destin et d'intérêts dans la Médoc. La dynamique enrayée de l'UE et le coût du non-Maghreb militent pour cette seconde voie.

Ce qui suit est donc un plaidoyer pour enclencher un cercle vertueux sur le flanc Sud de l'Europe et constituer en Médoc un laboratoire de la mondialisation bénéfique aux peuples latins et maghrébins. Plusieurs considérations portent à bien définir ce projet qui est structurant pour la sécurité et le développement de la France en 2017.

La dimension géopolitique de la Médoc.

L'Europe de l'Ouest et l'Afrique de l'Ouest sont séparés par ces deux espaces fluides comparables qui encadrent le Maghreb : la Médoc et le Sahel. Ces espaces semi désertés sont gérés par des riverains soucieux d'échanges favorables, aux plans humains, commerciaux et culturels. Latins et Maghrébins sont de fait structurellement associés et nécessairement solidaires dans l'entreprise de viabilisation de leur espace commun. On comprendra que les Latins soient concernés par le devenir du Sahel et les Maghrébins soucieux de l'Europe.

La réalité socioculturelle de la Médoc.

On n'oubliera pas les circulations anciennes de Latins, Carthaginois, Goths et Arabes autour du bassin, qui ont laissé des traces importantes dans le Sud de l'Espagne, de la France et en Sicile. Elles ont inspiré une civilisation andalouse qui fut parfois brillante et consensuelle. Mais on pointe surtout aujourd'hui des épisodes guerriers d'une colonisation latine qui a forcé le développement et la modernisation d'un Maghreb désuni sous administration ottomane qui dut composer avec l'autorité française. Les rébellions y furent régulières. Le mouvement des indépendances, il y a 50 ans, laissa des cicatrices, entretenues en Algérie mais apaisées ailleurs, au Nord comme au Sud. La dernière étape fut l'installation massive de travailleurs maghrébins en France pour participer aux « 30 glorieuses ». Et pour finir, aujourd'hui, une émigration de clandestins fuyant l'insécurité ambiante de l'Afrique du Nord et la précarité de l'emploi maghrébin. Les Latins furent donc très présents dans les régions côtières d'Afrique du Nord comme les Maghrébins dans les sociétés latines. Près de 10% de la population française a aujourd'hui des racines au Maghreb.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Le potentiel économique de la Médoc. Il n'est sans doute pas nécessaire d'indiquer à quel point les économies des deux rives de la Médoc, qui n'en sont pas au même stade de développement, sont complémentaires. Au Nord, des technologies, des savoirs faire et une innovation de pays développés ; au Sud, force de travail et économie en développement. Enfin, deux points communs à gérer de façon coordonnée : un taux de chômage non soutenable et une production agricole essentielle.

Telles sont les bases objectives et partagées qui fondent un projet de véritable co-développement pour peu que les six pays les plus concernés se donnent la peine d'apurer leur contentieux et de planifier un avenir de la Médoc qui leur soit favorable. Ont-ils d'ailleurs une alternative ?

Déposer la couronne d'épines. On voit bien qu'il faut pour cela un certain nombre de préalables. Entre Nord et Sud du bassin, se concentrer sur l'avenir et en finir avec « repentances et réparations » pour des héritages historiques subis de part et d'autre. **La réconciliation des peuples algériens et français et de leurs mémoires est urgente après 50 ans d'indépendance.**

Au Maghreb, faire sauter le verrou sahraoui (voir ci-contre la Lorgnette), assainir ensemble la bordure sahélienne du Maghreb en coopérant étroitement dans la lutte antiterroriste, adopter une stratégie collective de sauvegarde de l'intégrité territoriale libyenne en créant une discrète et forte médiation maghrébine, lutter ensemble contre tous les trafics criminalisés (drogue, traite humaine, médicaments, pièces détachées ...). Dans l'arc latin, peser sur Schengen pour adopter une politique concertée et responsable d'admission sur les territoires et de délivrance de visas de travail saisonniers et d'études, établir une patrouille navale de sauvegarde maritime et humanitaire pour rééquilibrer la charge qui pèse sur l'Italie après l'Espagne, mettre en place une étroite coordination d'investissements productifs pour lutter contre le chômage au Maghreb.

Au plan politique, seuls des projets communs auxquels les peuples pourront souscrire rétabliront la confiance envers des exécutifs fragilisés dans toute la Médoc, seul le dialogue entre voisins empêchera un sauve-qui-peut généralisé et seule une coordination étroite des appareils de sécurité rétablira ce climat andalou

nécessaire à un retour de croissance et d'ambition dans toute la Médoc. Pour la France, viabiliser et structurer la Médoc et faciliter la définition d'un projet collectif d'avenir partagé sont un impératif de sécurité nationale, de cohésion intérieure comme de stabilité extérieure. **Dans la stratégie française, rien n'est plus important que le devenir du Maghreb.**



Stratégie terrestre

Peut-on parler de stratégie terrestre ? Historiquement, elle constitue la matrice de tous les raisonnements stratégiques et les grands stratèges se sont d'abord penchés sur elle. La stratégie navale est venue ensuite, sans parler des autres stratégies de milieu (aérienne, nucléaire, spatiale, cyber...) qui sont apparues au XX^e voire au XXI^e siècle pour la dernière. De Végèce à Machiavel, de Guibert à Clausewitz, de Jomini à Foch, les plus grands théoriciens ont d'abord pensé la guerre terrestre.

Désormais, le combat est interarmes, interarmées et intègre de multiples dimensions et milieux, au point qu'il est incongru de s'interroger sur la seule

stratégie terrestre. Pourtant, il reste des armées de Terre qui doivent relever à elles seules des défis stratégiques. Alors qu'Eurosatory vient de se terminer, que l'armée de Terre française a adopté son modèle « Au contact », que les conditions d'emploi sont plus variées que jamais, il nous semble utile d'aborder cette stratégie.

Primat du milieu terrestre

Tout d'abord en **rappelant le primat du milieu terrestre dans toute stratégie**. C'est à terre que commencent et s'achèvent toutes les guerres et « la Guerre » a des relations étroites avec le politique qui régit la Cité. Elle est certes *la continuation de la politique par d'autres moyens* mais aussi l'inverse, comme l'ont montré Lénine, Carl Schmitt ou Charles Tilly car *la guerre fait l'État*. La politique incarne la souveraineté d'une communauté sur un territoire, espace habité, représenté, délimité. La souveraineté consiste à la fois à assurer l'ordre politique à l'intérieur de ces limites et à le protéger vis-à-vis de l'extérieur.

Le *monopole de la violence légitime* s'exerce donc aussi bien au dedans du territoire qu'à l'encontre de toute menace du dehors. **« L'Armée » constitue un instrument**

essentiel de ce monopole, principalement pour le dehors. Si originellement les mêmes forces devaient assurer toutes les fonctions, progressivement les sociétés ont séparé les forces dédiées à l'ordre intérieur (police, justice) et celles spécialisées dans la défense extérieure (armées, douanes). **Il y a donc un rapport intime entre « l'Armée » et le territoire** ; elle en procède directement.

Toute guerre vise ainsi d'abord à établir le contrôle armé d'un territoire, constitué d'un espace (coin de terre) et d'une population. Toujours, la guerre se déroule au milieu des populations, elle a pour enjeu le contrôle de ces populations et de leurs richesses. Les autres milieux stratégiques (mer, air, nucléaire, espace) n'interviennent que par leur apport à cet objectif premier. De ce fait, **l'armée de Terre est centrale dans toute stratégie militaire générale**. Cela n'ôte rien à la complexité et à l'utilité des autres stratégies de milieu. Mais ces dernières sont structurellement secondes, même si leur importance peut être décisive pour la guerre et la paix.

Opérations et transformation

La stratégie terrestre est donc au cœur de la définition d'une stratégie militaire

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

générale. Or elle est trop souvent négligée, considérée comme bonne à tout faire. Or ce « tout faire » militaire pose de vrais problèmes puisque le donneur d'ordre (politique) qui exerce la direction stratégique a bien du mal à hiérarchiser ses priorités. Qu'un incident survienne et on « envoie l'armée » sans trop vérifier l'adéquation des moyens aux objectifs (cf. [LV 16](#)). Ceci place l'armée de Terre sous une forte contrainte, celle de l'adaptation permanente, qui finit par le disputer en importance à la mission essentielle qui est de remplir l'objectif opérationnel assigné. Ainsi, constamment mobilisée pour assurer les opérations terrestres, l'armée de Terre doit également opérer une transformation permanente de sa structure afin d'être toujours prête à remplir toutes sortes de missions imprévues. Cette tension entre exigence opérationnelle et transformation organique est désormais une constante stratégique qu'on peut résumer ainsi : **pour remplir ses contrats, l'armée de Terre a la mission permanente de se transformer.**

L'armée de Terre doit à la fois anticiper la surprise et s'adapter aux nouvelles conditions stratégiques de son emploi. D'où les nombreuses réformes qui se sont

succédé depuis la fin de la Guerre Froide. Elle est ainsi passée d'une armée de réserve stratégique de l'Alliance à une armée exécutant des opérations de police dans le cadre onusien (années 1990), à une armée professionnelle (années 2000), puis à une armée combattant sur des théâtres de guerre (Afghanistan, Mali : années 2010), enfin à une armée de protection du sol national contre le djihadisme. Toutes ces évolutions requises par les circonstances ne devaient pas entamer sa capacité de conduire des missions de combat de haute intensité, le cas échéant jusqu'à la défense des intérêts stratégiques de la France, en liaison avec la stratégie nucléaire.

Il s'ensuit des défis particuliers pour satisfaire **ce choix d'une armée totale**, qui n'abandonne aucune capacité essentielle, dans un budget sans cesse contraint.

Articuler quatre objectifs

Il ne peut y avoir de forces dédiées : l'armée de Terre, comme les autres forces armées, est constituée de capacités spécialisées dans leurs effets et combinées dans leur emploi pour des missions variées. Cela lui impose un **système**

complexe d'organisation qui ne se comprend que par les objectifs poursuivis.

Le premier consiste à rester capable de mener des **conflits de haute intensité**, ce qui signifie une capacité blindée-mécanisée à engager **le jour où les intérêts stratégiques de la France seraient menacés, participant à la manœuvre de dissuasion.** On a tendance en France à considérer la dissuasion nucléaire comme un système isolé, oubliant qu'elle peut comprendre un fort engagement conventionnel pour marquer les limites, donner un coup d'arrêt et éviter l'ultime avertissement du seuil (politique) de la riposte nucléaire. Les capacités terrestres de haut du spectre concourent ainsi à la manœuvre de dissuasion. Aussi faut-il **maintenir** un nombre suffisant d'unités de chars et d'artillerie à cette fin, car elles ont été souvent négligées.

Le deuxième objectif consiste à **conduire les opérations extérieures**, sur des terrains variés et selon des conditions d'emploi variables, de l'ex-Yougoslavie au Liban, de l'Afghanistan à la Libye, du Mali à la Centrafrique. Entre des missions visibles (maintien ou rétablissement de la paix, contrainte militaire, défaite de l'adversaire)

et d'autres plus couvertes (formation de troupes, emploi de forces spéciales, appui de forces locales), la gamme est large et couvre le cœur du métier de l'armée de Terre. **Chaque opération terrestre est une combinaison spécifique d'actions qui nécessitent des capacités adaptées** (avec de multiples dépenses d'équipements en urgence opérationnelle) et fournit des enseignements particuliers. Toutefois, cette expérience continûment enrichie favorise la transformation permanente signalée plus haut. Le risque encouru consiste à diluer les enseignements de l'expérience acquise, face à l'hybridité des menaces. La guerre hybride constitue un **défi réel** pour l'armée de Terre qu'elle doit anticiper.

Le troisième objectif vise à **entretenir une capacité de réaction de la France, à maintenir son influence et à réassurer ses intérêts mondiaux**. C'est le rôle du dispositif des forces prépositionnées au loin (Afrique, Abou Dhabi) mais aussi des forces établies dans les DOM-COM. À l'occasion du pénultième Livre Blanc, on en avait dégradé le cadre : des décisions récentes corrigent en partie ces choix. La *diplomatie militaire*, celle des attachés, des officiers de liaison et des exercices, fait

partie du dispositif mais on peut **déplorer** que l'empreinte des relations bilatérales se réduise au profit d'exigences otaniennes ou sous prétexte d'économies. En diminuant cette empreinte, on perd la connaissance, l'influence et donc l'efficacité.

Le dernier objectif a pour **cadre l'action sur le territoire national**. Force est de constater les errances des décennies passées. L'armée de Terre entretenait une relation intime avec les Français grâce au service national, elle a été perdue avec sa suspension. On tenta de maintenir un réseau de garnison pour soutenir la professionnalisation ; on y renonça pour établir des bases de défense pour des raisons de management plus que d'efficacité militaire. Derniers avatars en date, l'engagement en urgence de 10.000 militaires dans le cadre de l'opération Sentinelle et la perspective d'un service d'éducation civile que l'on confierait à l'armée de Terre. La question n'est même pas celle de savoir si le dispositif Sentinelle est trop statique (il l'est, assurément) mais **d'identifier** des objectifs précis et les décisions appropriées pour définir l'engagement terrestre sur le sol national (protection du territoire par des actions plus diversifiées).

Mais pour cela il faudra **remettre à plat la distinction entre Sécurité et Défense et réévaluer la pertinence du continuum sécurité intérieure et sécurité extérieure**.

Alors seulement ces quatre objectifs combinés pourront constituer une véritable stratégie pour les forces terrestres.



La lorgnette : le verrou sahraoui

La toute récente mort du président Mohamed Abdelaziz, le leader du Polisario depuis 1976, président d'une RASD en devenir, procure peut être l'occasion de refermer le grand livre de la décolonisation du Maghreb ouvert il y a plus de 50 ans. Le Sahara occidental, sous juridiction espagnole jusqu'aux accords de Madrid en 1975, est la pomme de discorde entre Maroc et Algérie depuis les années 1970 et le vrai verrou de l'UMA. Au droit à l'autodétermination soutenu par l'Algérie et d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine, le Maroc oppose la réalité pratique d'une large autonomie sous administration et allégeance marocaine de 80 % du territoire. La fatigue politique a gagné les parties qui cherchent une sortie honorable : « ni intégration marocaine complète, ni indépendance complète ». Un *compromis de Tindouf* est à trouver ; les Sahraouis en seront les premiers bénéficiaires. À eux d'abord l'initiative. Elle sera suivie.

La Vigie est une lettre disponible sur www.lettrevigie.com. Si vous appréciez son contenu, n'hésitez pas à la soutenir en vous abonnant !

Stratégie 2017 : vues de Moscou

Ce qui caractérise la position stratégique actuelle de la France, c'est son appartenance à l'UE et à l'OTAN. Dès lors que la France est l'une des grandes places du système de relations transatlantiques, sa posture compte dans le dialogue entre États membres de l'UE et entre Européens et Américains. La France a pu ainsi compenser la perte d'un rôle politique global à la fin de la guerre froide. Mais le renoncement, lié à des divergences, à une active politique de solidarité avec ses partenaires a eu un impact négatif sur les intérêts de la France. En particulier le soutien inconditionnel de Paris à la série de révolutions de couleur en Afrique du Nord et au Moyen Orient a affaibli son influence dans des régions où elle jouait *de facto* un rôle important. Plus encore, les attentats de Paris et de Bruxelles ont révélé le coût de la responsabilité collective et des faiblesses de la politique européenne de sécurité. Car les terroristes ont frappé des pays à cause des actions de l'OTAN au Moyen Orient. Mais les structures nationales de sécurité ont fourni un outil global performant dans la lutte contre le terrorisme en France même.

Les relations franco-russes ont pâti des changements de politique étrangère de la France. L'équipe du Président Hollande a déplacé le centre de gravité de sa politique pour restaurer la France au cœur de la civilisation européenne. Dès lors, les relations spéciales avec la Russie sont devenues encombrantes pour Paris, particulièrement du fait de la pression de Washington et de Bruxelles, bien décidés à en finir avec elles. Dans un contexte où s'aiguisaient les contradictions entre la Russie et l'Ouest, les relations avec la France ont donc directement dérivé de facteurs extérieurs. La solidarité entre Paris et Washington sur les questions syriennes et ukrainiennes a eu un effet négatif sur le dialogue russo-français, un dialogue bien utile aux deux pays pour leur permettre de diversifier leur politique étrangère. Les relations bilatérales sont donc fragilisées mais les parties s'accordent pour ne pas aggraver leurs contradictions. L'espace offert au dialogue s'est beaucoup rétréci et les échanges commerciaux ont fondu avec le régime des sanctions. La coopération technico-militaire en a été la plus affectée, comme la rupture du contrat des BPC Mistral l'a attesté. Pour tous les experts, ces

problèmes sont purement fonctionnels et, en cas de changement politique, les contacts s'intensifieraient rapidement. Ces dernières années, les relations entre Paris et Moscou ont donc stagné du fait de positions divergentes sur nombre de problèmes globaux ou de politique européenne. Mais dans le même temps, malgré cela, les deux pays ont trouvé des champs de réelle coopération. La participation française au processus de Minsk a eu en particulier un impact positif sur une issue pacifique de la crise ukrainienne. Juste après les attaques terroristes dans Paris, les militaires français ont aussi noté le haut niveau d'échanges avec leurs homologues russes en Syrie mais qui sont restés de nature technique du fait de la ligne américaine et otanienne suivie par la France sur la question syrienne et la lutte contre le terrorisme. Pour l'heure, c'est un format de coopération ponctuelle qui s'impose entre Moscou et Paris. Mais les défis généraux de la lutte contre le terrorisme et les migrations sauvages exigent de chercher ensemble des solutions constructives qui procureront en retour des occasions communes pour le futur.

Anna Dudar, chercheur au RISS, Moscou.